

Note méthodologique de la fiche recto verso

Les enquêtes sur les diplômés 2017 de Licence professionnelle et de Master issus de la formation initiale ont été réalisées du 1^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020 par l'ORESIPÉ. Le questionnaire utilisé est en partie imposé par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Les réponses ont essentiellement été collectées par le biais d'un questionnaire en ligne suivi de relances téléphoniques.

■ Définitions

Taux d'insertion professionnelle : c'est le rapport du nombre de diplômés en emploi à la population active (sommés des diplômés en emploi et des chômeurs).

Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Emplois précaires : il s'agit d'emplois sur contrat à durée déterminée, sur contrat intérimaire, sur contrat aidé ...

Revenu net mensuel : correspond au salaire net mensuel avec les primes et le 13^e mois en € hors temps partiel des emplois situés en France et, entre parenthèses, à l'étranger. A titre indicatif, le SMIC mensuel net au 1^{er} décembre 2019 était de 1204,20€.

Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIPÉ sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

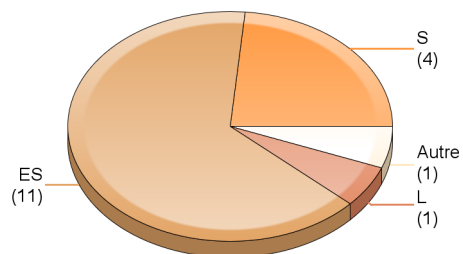
Enquête sur le devenir des diplômés 2017 de Master (Formation Initiale)

Droit de l'économie et de la régulation en Europe

Institut d'Etudes Politiques

Profil des répondants

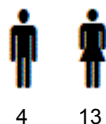
Répartition par type de baccalauréat



Académie du bac

Académie	Effectifs
Bas-Rhin	3
Haut-Rhin	2
Besançon	2
Nancy-Metz	2
Autres académies	7
Etranger	1
Total	17

Genre



Régime d'inscription

Régime	Effectifs
Apprentissage	0
Initiale	17
Reprise d'études non financée	0
Total	17

Taux de réponse

Diplômés	20
Réponses	17
Taux de réponse	85%

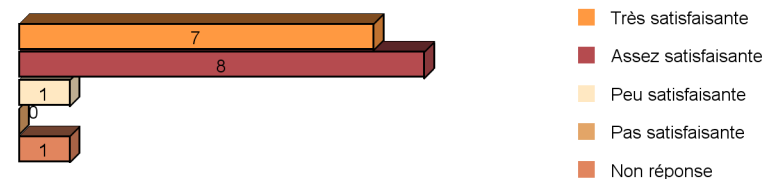
Situation principale au 01-12-2019

Situation	Effectifs
Emploi ¹	13
Recherche d'emploi	0
Inactivité	1
Poursuite / reprise d'études	3
Total	17

¹ Les doctorants ayant un contrat spécifique au doctorat sont considérés comme étant en emploi.

La formation

Avis sur la formation reçue



Adéquation emploi et niveau de qualification



... secteur disciplinaire



■ Tout à fait ■ Plutôt oui ■ Plutôt non ■ Pas du tout ■ Non réponse

A retenir

	18 mois	30 mois
Taux d'insertion professionnelle	89%	100%
Taux d'adéquation emploi et niveau de qualification	50%	92%
Durée moyenne à l'obtention du premier emploi	2,4 mois	
Revenu net mensuel médian ²	2319 (-) €	2415 (2300) €
% ayant un emploi stable ³	63%	54%

² Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales. Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

³ Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIFE sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

* Autres : DU, licence professionnelle, diplôme de niveau Bac +2, diplôme de l'Espé (autre que master MEEF) ...

Les poursuites d'études immédiates (en 2017-2018)



■ Poursuite d'études à l'Unistra ■ Poursuite d'études hors Unistra

Caractéristiques de l'emploi occupé au 01-12-2019

Mode d'obtention

	Effectifs
Suite à une période d'alternance	0
Suite à un stage intégré dans vos études	1
Suite à la réussite à un concours	3
Par pôle emploi	0
Par une annonce dans la presse	1
Par une annonce sur un site web de l'université	0
Par une annonce sur un site internet	5
Par approche directe : candidature spontanée	2
En créant ou reprenant une entreprise	0
Par un cabinet de recrutement, agence d'intérim	0
Par l'association d'anciens diplômés	0
Par votre réseau relationnel	1
Non réponse	0
Total	13

Type de contrat

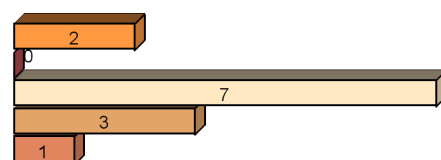
	Effectifs
Emplois stables	7
Emplois précaires	6
Non réponse	0
Total	13

Professions et catégories socioprofessionnelles



■ Ingénieurs - Cadres ■ Professions intermédiaires ■ Ouvriers - Employés ■ Non réponse

Localisation géographique



■ Alsace
■ Reste du Grand Est
■ Reste de la France
■ Etranger
■ Non réponse

Revenu net mensuel (avant prélèvement à la source)

Médiane	2415 (2300) €
Minimum	1649 (1883) €
Maximum	2901 (3383) €
Moyenne	2403 (2522) €
Concernés	10 (3)

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

Type d'employeurs

	Effectifs
Entreprise publique	1
Entreprise privée	3
Fonction publique	7
Association	2
Prof. libérale ou indépendante	0
Non réponse	0
Total	13

Répertoire des secteurs d'activités, des emplois occupés et des missions exercées au 01-12-2019

Secteurs d'activités

- Administration publique (hors enseignement) (6 diplômés)
- Activités financières et d'assurance
- Activités de services administratifs et de soutien
- Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- Santé humaine et action sociale
- Information et communication (y compris informatique)

Liste des emplois occupés

- Assistant(e) technique
- Attaché(e) de direction
- Chargé(e) de missions
- Chargé(e) des finances nationales
- Conseiller(e) en affaires européennes
- Conseiller(e) juridique consultant(e)
- Elève directeur(rice) d'hôpital
- Inspecteur(rice) de la jeunesse et des sports
- Inspecteur(rice) DGCCRF
- Juriste
- Juriste Droit public
- Juriste chargé(e) de mission en droit public des affaires
- Responsable juridique et marchés publics

Exemples de missions réalisées

- Appui sur les questions de traite de personnes et trafics de migrants
- Gestion RH, élaboration de dossier stratégique, aspect communication
- Coordination du dispositif de veille réglementaire, analyse fiscale
- En charge des sujets financiers au sein de l'équipe de coordination, suivi opérationnel
- Relations publiques, représentation de l'industrie auprès de l'UE, création de contenus et conseil en affaires européennes
- Conseil juridique en entreprise, rédaction de contrats
- Non communiqué
- Non communiqué
- Non communiqué
- Réalisation de recherches et d'analyses juridiques, notamment dans le domaine des interconnexions et des tarifs d'utilisation des infrastructures et des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz, rédaction des notes juridiques relatives notamment à l'indépendance des gestionnaires de réseaux et à la certification des gestionnaires de réseaux de transport, appui juridique
- Conseils et appui juridique
- Non communiqué
- Passation de marchés publics, notes juridiques concernant l'occupation du domaine public, la voirie, le stationnement, les réseaux, gestion des contrats et suivi du contentieux pour la direction infrastructure